Recherches sociographiques

Jean DORION, *Inclure. Quelle laïcité pour le Québec?*, Montréal, Québec-Amérique, 2013, 168 p.

Pierre Lucier

Volume 55, numéro 2, mai-août 2014

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1026704ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1026704ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lucier, P. (2014). Compte rendu de [Jean DORION, *Inclure. Quelle laïcité pour le Québec?*, Montréal, Québec-Amérique, 2013, 168 p.] *Recherches sociographiques*, 55(2), 397–399. <https://doi.org/10.7202/1026704ar>

Les deux sociologues identifient plusieurs figures d'« experts » en fonction du degré d'autonomie de leur démarche scientifique par rapport aux demandes sociales et politiques. Ils retracent notamment les processus par lesquels les positions de certains d'entre eux, qui ne procèdent pourtant pas d'une posture scientifique et distanciée, gagnent une institutionnalisation grâce à des publications d'ouvrages ou d'articles dans des revues intellectuelles (et non nécessairement scientifiques), des invitations répétées dans les médias, des liens étroits avec le politique mais aussi grâce à la participation à des *think thanks* ou groupes d'intérêt.

Que ce soit dans le champ des études sur la laïcité ou dans celui sur le fait musulman, on observe depuis une dizaine d'années une multiplication et une diversification des « expertises ». Au Québec, pour la seule année 2013, près d'une douzaine d'ouvrages sur la laïcité ont ainsi été publiés par des journalistes, essayistes, blogueurs et militants dans des groupes d'intérêt. Il est donc nécessaire d'examiner leurs logiques argumentatives pour en évaluer la distance avec l'émotion et les représentations présentes dans le débat social et pour en mesurer, le cas échéant, le poids sur la prise de décision politique. C'est bien à cet égard que l'ouvrage proposé par Daniel Baril et Yvan Lamonde devient intéressant pour la recherche sur la laïcité. Il est en effet, par sa nature même, une source primaire qu'il importe désormais d'analyser pour mieux comprendre comment émergent depuis quelques années au Québec ces nouveaux discours sur la laïcité et ce qu'ils représentent dans les débats sur le pluralisme religieux.

David KOUSSENS

Département d'études religieuses,
Université de Sherbrooke.
david.koussens@usherbrooke.ca

BIBLIOGRAPHIE

HAJJAT, Abdellali et Marwan MOHAMMED

2013 *Islamophobie. Comment les élites françaises fabriquent le « problème musulman »*, Paris, La Découverte, 190 p. (Coll. Cahiers libres)

Jean DORION, *Inclure. Quelle laïcité pour le Québec?*, Montréal, Québec-Amérique, 2013, 168 p.

Cet ouvrage est un plaidoyer en faveur de l'accueil des nouveaux citoyens et de leurs différences culturelles et religieuses. Se situant explicitement dans le contexte des débats entourant le projet de « charte des valeurs » promu par le gouvernement du Parti québécois, l'auteur exhorte à aborder les questions d'une manière radicalement différente, centrée sur le projet d'indépendance nationale et sur ses impératifs d'inclusion sociale. Il s'agit d'« un essai destiné à un large public » (p. 15), que l'auteur présente d'emblée comme un « ouvrage critique » (p. 13) à l'endroit des positions actuelles de sa famille politique.

La première partie, la plus longue, est consacrée à la « question musulmane ». L'auteur s'y attaque au projet de charte, dont « la vraie cible » serait « le foulard des musulmanes » (p. 28). Témoignages à l'appui, il s'y emploie à déboulonner les préjugés et les « clichés abusifs » (p. 158) dont la communauté musulmane serait la victime. Il s'en prend aux attitudes de repli qui seraient contre-productives pour le projet indépendantiste et fortement négatives pour la réputation internationale du Québec – une « erreur stratégique aux conséquences désastreuses » (p. 30), alors que la communauté musulmane magrébine devrait constituer un atout majeur pour l'avenir du français au Québec, voire « une clientèle naturelle » (p. 80) pour le mouvement nationaliste.

La deuxième partie est « à la recherche de modèles » (p. 83) – de modèles à ne pas suivre, en fait –, essentiellement celui de la France, que l'auteur associe à la mentalité catholique, dont il oppose les étroitesse à la tolérance de la tradition protestante britannique. Il se demande même si le projet de Charte ne pourrait pas devenir « notre Serment du Test à nous » (p. 102).

La troisième partie s'emploie à décrire le type de laïcité que le Québec devrait pratiquer : une laïcité « sans intégrisme » (p. 111), « tolérante » (p. 113), accueillante pour les symboles dans l'espace public, y compris pour le crucifix de l'Assemblée nationale (p. 114). La laïcité ouverte vaudrait mieux que la laïcité « pure » (p. 125). Quant au port des signes religieux dans la fonction publique, il serait intolérant de l'interdire : après tout, « l'habit ne fait pas le moine » (p. 123), et « une société québécoise laïque à 95 % comme maintenant, c'est très bien. À 100 %, ce serait trop » (p. 124).

La quatrième partie traite d'immigration. Chiffres à l'appui, l'auteur s'emploie à démontrer la nécessité de recevoir au Québec une importante immigration. Il entend ainsi réfuter les thèses présentées par Dubreuil et Marois (2011). Le Québec serait bien avisé de suivre l'exemple de l'Allemagne, qui fait actuellement la promotion d'une « charte de la diversité » plutôt que d'une « charte des valeurs allemandes » (p. 152).

Dans la cinquième partie, l'auteur s'inquiète des menaces qui pèsent sur l'avenir du français au Québec. Il y aurait là, selon lui, un motif suffisant pour accueillir l'immigration musulmane francophone, pour peu qu'on renonce à entreprendre une « guerre de religions [...] contre le port de symboles religieux au nom de la Sainte Inquisition laïque ou des 'valeurs québécoises' » (p. 158). Il faudrait renoncer à cultiver la « hantise identitaire » (p. 158) et chercher plutôt à « concilier identité nationale et sous-identités » (p. 159).

La conclusion coule de source : « le réflexe conservateur, le réflexe de repli sur soi et d'exclusion [...] peut [...] être fatal » (p. 167). Les « vieux démons de l'exclusion » (p. 167) doivent être chassés.

Enraciné dans l'expérience personnelle de l'auteur, cet ouvrage est un véritable cri du cœur en faveur d'une politique d'inclusion qui seule pourrait permettre de construire ici une nation francophone viable. Certains lui reprocheront

sans doute l'allure parfois pamphlétaire de l'argumentation, peut-être aussi un certain penchant pour l'auto-flagellation collective, mais on verrait mal comment tout ignorer de cet appel inquiet.

Pierre LUCIER

Chaire Fernand-Dumont sur la culture.

pierre.lucier@ucs.inrs.ca

BIBLIOGRAPHIE

DUBREUIL, Benoît et Guillaume MAROIS

2011 *Le remède imaginaire. Pourquoi l'immigration ne sauvera pas le Québec*, Montréal, Boréal, 320 p.

Stéphane SAVARD, *Hydro-Québec et l'État québécois 1944-2005*, Québec, Septentrion, 2013, 419 p.

Encore un autre livre sur Hydro-Québec, me suis-je dit en recevant cet imposant volume de plus de 400 pages produit par un historien de l'UQAM. J'en ai déjà lu plusieurs puisque je m'intéresse aux travaux de notre société d'État en territoires autochtones depuis assez longtemps. À regarder la table des matières, c'est le dernier chapitre intitulé « L'autre autochtone » qui m'intéressait le plus *a priori*. Après lecture, j'ai trouvé le tout fort intéressant et je peux le recommander à qui s'intéresse au discours politique.

Dans cet ouvrage, l'objectif de l'auteur est de faire « une histoire politique d'Hydro-Québec de 1944 à 2005 » (p. 15) portant essentiellement sur ses rapports avec l'État québécois. La méthodologie adoptée est celle de l'analyse de discours de politiciens au pouvoir ou dans l'opposition concernant ce « navire amiral » de l'économie québécoise, comme certains l'ont qualifié.

La structure du livre se résume assez facilement. Outre un premier chapitre présentant « Une brève histoire d'Hydro-Québec », il comprend trois parties divisées chacune en deux chapitres portant sur trois grands thèmes successifs : « L'espace approprié », « L'appel de la modernité » et « *Faire société* avec ou sans *l'Autre* ». À l'intérieur de chaque chapitre, on retrouve un découpage en périodes chronologiques correspondant à des changements dans les politiques gouvernementales touchant le développement des ressources hydroélectriques du Québec. Ainsi, par exemple, le chapitre 3 sur « Les modes d'occupation de l'espace » est divisé en trois périodes : « La colonisation des régions-ressources », « La conquête du Nord », « Développement durable et territoire partagé ». Chacun de ces intitulés reflète des changements majeurs dans les discours des politiciens et dans les politiques gouvernementales envers Hydro-Québec considérée d'abord comme outil de développement de « territoires vierges » et plus tard comme promotrice du développement durable des ressources hydrauliques. Il en est de même pour